

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT
agissant par délégation du Comité Syndical

Décision N°3

OBJET :

**Avis sur le projet de modification n°4 du
Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI)
de l'Agglomération Bourges Plus**

DECISION DU 29 AVR. 2025

Le Président du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Centre-Cher ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5741-1, L 5711-1 et suivants, L5211-2 et L 5211-10 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.131.4, L.132-11, L.153-36 et suivants

VU l'Arrêté Préfectoral du 20 décembre 2018 constatant la transformation du SIRDAB en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) ;

VU les statuts du PETR Centre-cher modifiés par Arrêté Préfectoral n°2022-0852 du 8 juillet 2022 ;

VU la délibération n°4 du comité syndical du 3 juillet 2025 portant délégation de pouvoir au Bureau Syndical et au Président ;

VU le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération berruyère approuvé le 18 juin 2013 ;

VU la prescription du Schéma de Cohérence Territoriale Avord-Bourges-Vierzon par le comité syndical du SIRDAB du 5 juillet 2018 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par le conseil communautaire de Bourges Plus du 8 avril 2022 ;

VU la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé par le conseil communautaire de Bourges Plus le 5 octobre 2023 ;

VU la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé par le conseil communautaire de Bourges Plus le 8 février 2024 ;

VU la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé par le conseil communautaire de Bourges Plus le 12 septembre 2024 ;

VU l'arrêté de Madame la Présidente de l'Agglomération Bourges Plus du 9 octobre 2024 prescrivant la modification de droit commun n°4 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus ;

CONSIDERANT le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus, notifié le 31 mars 2025 ;

CONSIDERANT que le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Centre-Cher est personne publique associée à la démarche en tant qu'établissement public porteur du Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération berruyère approuvé en 2013 ;

CONSIDERANT que le Schéma de Cohérence Territoriale s'oppose au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Bourges Plus selon un rapport de compatibilité ;

CONSIDERANT que le projet de modification vise à intégrer les dispositions découlant de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, du décret d'application n°2024-318 du 8 avril 2024 et de l'arrêté du 5 juillet 2024 qui précisent les critères permettant de qualifier l'agrivoltaïsme et les installations photovoltaïques compatibles avec l'exercice d'une activité agricole ;

CONSIDERANT que le projet de modification est également l'occasion d'encadrer le photovoltaïque au sol, de sorte à s'assurer que les projets autorisés répondent aux critères du décret et de l'arrêté du 29 décembre 2023 permettant de ne pas les comptabiliser dans le calcul de la consommation d'espaces ;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER : Les objectifs poursuivis par le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Bourges Plus n'appellent pas de remarques particulières au titre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'agglomération berruyère approuvé en 2013.

ARTICLE 2 : De s'interroger sur la possibilité de procéder par une procédure de modification à la réduction de la zone Agricole pour les secteurs reclassés en NLn afin d'y autoriser le photovoltaïque au sol à Saint Just, Marmagne et Le Subdray.

ARTICLE 3 : D'inviter la collectivité à étudier les éléments suivants :

- L'opportunité de définir plus précisément quelles sont les zones inondables de la zone A où sont visées l'interdiction des installations relevant de l'agrivoltaïsme, pour limiter les ambiguïtés d'interprétation : dans la mesure où les zones inondables ne se limitent pas dans l'absolu aux secteurs couverts par les plans de prévention (cours non couverts par un PPRI, zones de remontée de nappes, inondations par ruissellement...), faire explicitement référence aux zones d'aléas du PPRI donnerait à la règle un caractère plus intelligible.
- En zone NLn : l'obligation faite au projet de réaliser un bosquet de 100m² par tranche de 10 hectares représente un objectif de l'ordre du millième de la surface d'assiette, ce qui apparaît limité au regard des objectifs de préservation/restauration de la trame verte et bleue.

ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de la transmission au Représentant de l'Etat et de sa publication ou de sa notification, par voie postale (28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans) ou par l'application Télérecours : <https://citoyens.telerecours.fr>.

ARTICLE 5 : Monsieur le Président du PETR Centre-Cher et Madame le Comptable Public de Bourges Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Le Président certifie sous sa responsabilité
Le caractère exécutoire du présent acte

Transmission en Préfecture le : 29 AVR. 2025

Publication électronique : 29 AVR. 2025

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur du PETR Centre-Cher,
Julien FONTAINHAS

PETR Centre-Cher – Suite de la décision n°3 du 29 avril 2025